

**CUBA**



**26 août 2020**



## **Les minorités sexuelles et de genre**

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Définitions et cadre juridique .....	4
1.1. Définitions.....	4
1.2. Les instruments internationaux .....	4
1.3. Le cadre juridique national .....	5
2. La situation sociale .....	7
2.1. Attitude de la société .....	7
2.1.1. Perception générale .....	7
2.1.2. Position des personnalités politiques .....	9
2.1.3. Position des personnalités religieuses .....	10
2.1.4. Violences et atteintes aux droits .....	12
2.2. Visibilité des minorités sexuelles et de genre .....	14
2.2.1. Lieux de rencontres .....	14
2.2.1. Associations .....	15
2.2.2. Manifestations .....	17
3. L'attitude des autorités .....	18
3.1. Protection des forces de l'ordre .....	18
3.2. Accès à la justice et application des lois .....	19
Bibliographie .....	20

**Résumé :**

Les minorités sexuelles et de genre ont été particulièrement persécutées au début du régime castriste (1959 -1979) dans le cadre de campagnes visant à « assainir » les mœurs. Leur situation s'est progressivement améliorée depuis le début des années quatre-vingt. L'homosexualité a été décriminalisée en 1979. Mariela Castro, fille de l'ex-président Raúl Castro, à la tête du Centre national d'éducation sexuelle (CENESEX), a obtenu de grandes avancées en faveur des personnes LGBTI. A partir de 2008, l'Etat a pris en charge les opérations chirurgicales de réassignation sexuelle. La protection contre toute discrimination fondée sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle a été inscrite dans la nouvelle Constitution de 2019. Si, pour des raisons culturelles, l'homophobie tend à persister, les actes de violences sont bien moindres comparativement aux autres pays de la région. L'influence de l'Eglise catholique et la montée en puissance des Eglises évangéliques dans le pays sont à l'origine du retrait du droit au mariage entre personnes de même sexe du nouveau texte constitutionnel. La Marche des Fiertés a également dû être annulée en 2019.

**Abstract:**

Sexual and gender minorities were particularly persecuted at the beginning of the Castro regime (1959-1979) as part of campaigns to "clean up" morals. Their situation has gradually improved since the early 1980s. Homosexuality was decriminalised in 1979. Mariela Castro, daughter of former President Raúl Castro, who is the head of the National Centre for Sexual Education (CENESEX), has made great strides for LGBTI people. From 2008, the State has provided for free sexual reassignment surgery. Protection against discrimination on the basis of gender identity or sexual orientation has been enshrined into the new Constitution of 2019. While, for cultural reasons, homophobia tends to persist, acts of violence are much less frequent compared to other countries in the region. The influence of the Catholic Church and the rise of Evangelical Churches in the country are behind the withdrawal from the new constitutional text of the right for LGBTI people to marriage. The Gay Pride also had to be cancelled in 2019.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Définitions et cadre juridique

### 1.1. Définitions

Le préambule des principes de Jogjakarta<sup>1</sup> définit les concepts « identité de genre » et « orientation sexuelle » ; ces définitions sont reprises par le HCR<sup>2</sup> :

« L'orientation sexuelle est comprise comme faisant référence à la capacité de chacun de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus du sexe opposé, de même sexe ou de plus d'un sexe, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus ».

« L'identité de genre est comprise comme faisant référence à l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris la conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres) et d'autres expressions du genre, y compris l'habillement, le discours et les manières de se conduire ».

Dans la présente note, les « minorités sexuelles et de genre » sont les personnes considérées comme appartenant à une minorité sexuelle du fait de leur orientation sexuelle et/ou à une minorité de genre du fait de leur identité de genre. La note utilise également le terme général de « personnes LGBTI », sigle désignant les « lesbiennes, Gays, Bisexuel (le)s, Transgenres et Intersexués ».

### 1.2. Les instruments internationaux

Cuba est partie à plusieurs instruments internationaux relatifs à la protection et à la promotion des droits de l'Homme<sup>3</sup> et a signé les trois principales résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU spécifiquement dédiées au respect des droits des minorités sexuelles et de genre :

- La Résolution du Conseil des droits de l'Homme 17/19 : « Droits de l'homme, orientation sexuelle et identité de genre » [A/HRC/RES/17/19], adoptée le 17/06/2011 ;
- La Résolution du Conseil des droits de l'Homme 27/32 : « Droits de l'homme, orientation sexuelle et identité de genre » [A/HRC/RES/27/32], adoptée le 26/09/2014 ;
- La Résolution du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU 32/2 visant la « Protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre » [A/HRC/RES/32/2], adoptée le 30/06/2016.

---

<sup>1</sup> Les principes de Jogjakarta sur l'application du droit international des droits de l'homme en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre ont été élaborés par un groupe d'experts des droits de l'Homme en 2006. Ces définitions ont été reprises par le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme. Cf. Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre, mars 2007.

<sup>2</sup> UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), Principes directeurs sur la protection internationale N°9, « Demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1A (2) de la Convention de 1951 Convention et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés », HCR/GIP/12/01, 23 octobre 2012.

<sup>3</sup> Les instruments internationaux signés et ratifiés par Cuba sont listés sur le site du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme. Voir : OHCHR, [url](#)

### 1.3. Le cadre juridique national

Le régime politique cubain est un régime totalitaire, car le parti unique, le Parti communiste cubain (*Partido Comunista de Cuba, PCC*), régit la vie politique, économique et sociale du pays. Les droits civils et l'État de droit sont subordonnés au système du parti unique et ne sont accordés que conformément à son cadre. Les opposants ou autres dissidents sont réprimés et souvent accusés d'être à la solde des États-Unis. De manière générale, de nombreux droits civils et politiques fondamentaux, tels que notamment la liberté d'expression, de manifestation ou de réunion sont restreints<sup>4</sup>.

La situation et les droits des minorités sexuelles et de genre a beaucoup progressé ces dernières années. Toutefois, ces dernières ont été particulièrement persécutées au cours des années 1960 et 1970, dans le cadre de campagnes visant à « assainir » les mœurs<sup>5</sup>.

Le régime castriste s'était alors appuyé sur des outils juridiques existants, tel le Code de défense sociale de 1936, modifié en 1973, qui régit notamment diverses infractions, pour punir les comportements jugés déviants au regard de l'idéologie révolutionnaire cubaine<sup>6</sup>.

L'Association Internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuel (le)s, trans et intersexes (ILGA), qui défend les droits des minorités sexuelles et de genre, précise que :

« Le Code de défense sociale, qui considérait les "pratiques homosexuelles" comme une "menace sociale" et imposait des mesures préventives pour la combattre, a été abrogé en 1979 par le nouveau Code pénal de Cuba. Ce [dernier] n'a pas criminalisé l'homosexualité en tant que telle. Cependant, l'article 359 (1) a criminalisé ceux qui faisaient "l'étalage public de leur condition homosexuelle" (abrogé par l'article 303 (1) de la loi n° 62 de 1987), ou ceux qui dérangeaient ou sollicitaient d'autres personnes avec des "demandes homosexuelles" (modifié en 1997 par le décret-loi n° 175, pour ne mentionner que les "demandes sexuelles")<sup>7</sup> ».

**Les relations homosexuelles ont officiellement été légalisées en 1979.** Depuis 1997, l'âge de consentement sexuel a été fixé à 16 ans pour les homosexuels comme pour les hétérosexuels<sup>8</sup>.

L'État et son corps médical se sont intéressés à la transsexualité dès 1979 et la première opération chirurgicale a été effectuée en 1988. Toutefois, c'est à partir de 2005 que la politique nationale de soins aux personnes transgenres a évolué, passant du paradigme biomédical alors prédominant à une approche basée sur les droits humains et sociaux<sup>9</sup>.

En 2008, le gouvernement a adopté une loi autorisant les personnes transgenres à avoir **accès gratuitement aux chirurgies de réassignation sexuelle**<sup>10</sup>. Ces dernières ont pu également changer de nom et recevoir de nouvelles pièces d'identité officielles, qu'elles aient bénéficié de l'opération ou pas<sup>11</sup>.

---

<sup>4</sup> UK Foreign and Commonwealth Office, 12/03/2015, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, [url](#) ; USDOS, 11/03/2020, [url](#) ; HRW, 14/01/2020, [url](#) ; Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

<sup>5</sup> Le Point, 10/10/2017, [url](#)

<sup>6</sup> Le nouveau droit de la République de Cuba, 1976, p.351-355, [url](#) ; Le Point, 10/10/2017, [url](#)

<sup>7</sup> ILGA, 10/12/2019, p.34, [url](#)

<sup>8</sup> ILGA, 05/2015, [url](#) ; La Presse (Canada), 28/08/2019, [url](#)

<sup>9</sup> CASTRO ESPIN Mariela, 2014, [url](#)

<sup>10</sup> CISR, 11/10/2013, [url](#)

<sup>11</sup> GONZALEZ Ivett, 20/05/2013, [url](#)

En janvier 2012, le Parti communiste cubain (PCC, parti unique au pouvoir) a entériné « 57 objectifs de travail » parmi lesquels a figuré la nécessité de combattre les préjugés et les actes discriminatoires relatifs à l'orientation sexuelle<sup>12</sup>.

En décembre 2013, l'Assemblée nationale cubaine a apporté des modifications au Code du travail en **interdisant la discrimination au travail fondée sur l'orientation sexuelle**. Ces dispositions sont entrées en vigueur en 2014<sup>13</sup>. Toutefois, une proposition de loi présentée la même année portant spécifiquement sur la discrimination à l'encontre des personnes LGBTI n'a pas été adoptée<sup>14</sup>.

A compter du mois d'août 2018, un projet de texte pour la nouvelle Constitution a été débattu et a donné lieu à de multiples consultations publiques<sup>15</sup>. Après avoir subi quelques modifications (notamment le rejet des dispositions relatives au mariage de personnes de même sexe), il a été approuvé massivement par un référendum qui s'est tenu le 24 février 2019<sup>16</sup>. La nouvelle Constitution a été adoptée en avril 2019<sup>17</sup>.

En 2019, ILGA s'est félicitée de constater que : « Cuba a rejoint la liste des pays qui ont explicitement inscrit la protection contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle dans leur Constitution. [Cette liste comprend désormais au total] onze États membres des Nations unies<sup>18</sup> ». Par son article 42, **la nouvelle Constitution de 2019 garantit que nul citoyen ne doit être discriminé sur la base de son identité de genre ou son orientation sexuelle**, son origine ethnique, son âge ou son handicap, pas plus qu'en raison de sa race, son sexe, son origine nationale ou sa religion<sup>19</sup>. La discrimination fondée sur l'orientation sexuelle est illégale dans des domaines tels que l'emploi et le logement<sup>20</sup>.

Pour ILGA, même s'il n'existe pas de loi nationale interdisant spécifiquement la discrimination à l'encontre des minorités sexuelles et de genre, la protection offerte par l'article 42 de la Constitution de 2019 s'applique de fait à tous les droits et devoirs de l'ensemble des citoyens<sup>21</sup>.

Malgré ces avancées juridiques, la question du mariage de personnes de même sexe demeure l'un des principaux sujets de discorde.

En 2008, un projet de loi à cet effet avait été déposé à l'Assemblée nationale, mais il n'avait finalement pas pu aboutir, non plus que la possibilité pour de tels couples d'adopter légalement des enfants<sup>22</sup>.

Une décennie plus tard, en juillet 2018, l'Assemblée nationale a examiné un amendement constitutionnel (article 68) introduisant une définition du mariage sans distinction de sexe, mais cette proposition a dû être retirée de la version finale du texte en raison de protestations publiques et de la forte pression des Eglises catholique et évangéliques<sup>23</sup>.

---

<sup>12</sup> Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, [url](#) ; GARCÉS MARRERO Roberto, 2015, p. 31-48, [url](#)

<sup>13</sup> ILGA, 05/2015, [url](#)

<sup>14</sup> USDOS, 25/06/2015, [url](#)

<sup>15</sup> USCIRF, 10/03/2020, [url](#)

<sup>16</sup> Le Monde, 26/02/2019, [url](#)

<sup>17</sup> USCIRF, 10/03/2020, [url](#)

<sup>18</sup> ILGA, 10/12/2019, [url](#)

<sup>19</sup> Freedom House, 04/03/2020, [url](#) ; ILGA, 10/12/2019, p.84, [url](#)

<sup>20</sup> Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

<sup>21</sup> ILGA, 10/12/2019, p. 91, [url](#)

<sup>22</sup> CISR, 11/10/2013, [url](#)

<sup>23</sup> ILGA, 10/12/2019, p.141, [url](#) ; The Telegraph, 19/12/2018, [url](#) ; Le Monde, 26/02/2019, [url](#) ; Vice, 19/08/2019, [url](#)

La nouvelle Constitution a néanmoins supprimé l'ancienne conception du mariage définie comme étant « l'union d'un homme et d'une femme » pour la remplacer par une définition plus large, considérant le mariage comme étant « une institution sociale et juridique », ouvrant ainsi la voie à une légalisation ultérieure<sup>24</sup>. De fait, « la disposition transitoire numéro 11 de la Constitution stipule que dans les deux ans suivant l'approbation [de cette dernière], un nouveau Code de la famille sera soumis à un référendum populaire dans lequel "la manière de construire le mariage doit être incluse"<sup>25</sup> ».

## 2. La situation sociale

### 2.1. Attitude de la société

#### 2.1.1. Perception générale

Durant plusieurs décennies, les homosexuels masculins cubains ont été discriminés et persécutés à plus d'un titre. Outre les influences historiques que l'anthropologue suisse Géraldine Morel attribue aux multiples héritages culturels et religieux de la société cubaine, dont la culture « machiste » espagnole et des dogmes religieux traditionnels définissant l'identité sexuelle et de genre de manière stricte, des conceptions « scientifiques » longtemps en vigueur ont considéré l'homosexualité comme une déviance de comportement liée à un trouble psychiatrique<sup>26</sup>. Ces legs historiques ont contribué à dénigrer les hommes efféminés et sexuellement passifs.

D'après cette anthropologue, il faut comprendre que dans la perception machiste : « L'antithèse du *macho* [...] n'est pas la femme [dont le rôle est vu comme complémentaire], mais l'homosexuel dont l'attitude et les actes sont jugés contre-nature [et antagoniques à l'identité du *macho*, à savoir] celui que l'on appelle à Cuba un *afeminado* (efféminé) [à savoir] l'homosexuel qui souille sa condition biologique masculine par des pratiques sexuelles contre-nature. [Dans ce contexte], la pire humiliation pour un homme consiste à être transformé en femme<sup>27</sup> »

Selon Géraldine Morel, l'homophobie fait partie intégrante de la construction de l'identité masculine machiste. Cette homophobie concerne surtout l'homosexualité passive qui est condamnée, alors que l'homosexualité active, bien que critiquée, est souvent considérée comme « une pratique occasionnelle [qui] se place toujours du côté du genre masculin, avant la femme, et après le *macho*, mais en aucun cas au même niveau que l'"efféminé"<sup>28</sup> ». Les homosexuels passifs sont traités de *maricón*, un terme extrêmement péjoratif qui signifie aussi « lâche » : « Le terme de *maricón* joue sur deux tableaux : d'une part, il fait référence à des pratiques sexuelles considérées comme déviantes [...] et, d'autre part, il renvoie à une attitude morale plus générale où la lâcheté et la fourberie se côtoient. D'un homme qui agit sournoisement on dira que c'est un *maricón*<sup>29</sup> ». Les homosexuels actifs sont traités de *bugarrón*, un terme également péjoratif.

A partir de 1959, la révolution cubaine, basée sur l'idéologie marxiste-léniniste, a combattu le capitalisme et ce qu'elle considérait en être des émanations, notamment les individus jugés déviants tel que les homosexuels, assimilés à une dégénérescence de la bourgeoisie, et a exalté les héros issus des classes révolutionnaires, « c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, [...] virils [et] hétéros »<sup>30</sup>.

---

<sup>24</sup> HRW, 14/01/2020, [url](#); Têtu, 19/07/2019, [url](#); Le Monde, 26/02/2019, [url](#)

<sup>25</sup> HRW, 14/01/2020, [url](#)

<sup>26</sup> Lundi Matin, 24/05/2020, [url](#); VACQUIER Emma, 23/10/2018, [url](#)

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> MOREL Géraldine, 2013, [url](#)

<sup>29</sup> MOREL Géraldine, 2013, [url](#)

<sup>30</sup> Lundi Matin, 24/05/2020, [url](#)

Selon Vincent Bloch, sociologue et chercheur à l'EHESS, l'idéologie qui accompagne la révolution cubaine est [aussi] un condensé de plusieurs influences : [...] « [Elle] rassemble plusieurs courants issus d'horizons historiques variés : l'hygiénisme, la pensée positiviste, et un projet de rééducation des masses. De ce mélange de pensées émerge une volonté qui domine toutes les autres : celle de « réguler la société ». Dès l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, des campagnes de persécutions sont lancées pour « assainir » les mœurs<sup>31</sup> ».

Durant plusieurs décennies, les personnes LGBTI ont été victimes de persécutions du régime castriste. Leur situation a commencé progressivement à s'améliorer sur le plan juridique à compter des années quatre-vingt, notamment avec la dépénalisation des actes homosexuels (1979)<sup>32</sup>. En 1986, le Centre national d'éducation sexuelle (*Centro Nacional de Educación Sexual*, CENESEX) a déclaré que l'homosexualité était une orientation sexuelle et que l'homophobie devait être combattue par l'éducation. La société a commencé à évoluer progressivement vers une vision de plus en plus libérale de la sexualité<sup>33</sup>. En 1993, le film (en partie) cubain, *Fresa y Chocolate*, récompensé par la critique cinématographique internationale, est devenu l'un des films les plus populaires de l'histoire du cinéma cubain. Il a profondément modifié le discours sur l'homosexualité et contribué à l'ouverture d'un dialogue national sur la question<sup>34</sup>.

En 2010, Fidel Castro a reconnu publiquement son entière responsabilité pour la persécution des homosexuels après la révolution de 1959<sup>35</sup>.

Aujourd'hui, au regard de l'évolution des mentalités de la population et de la situation qui prévaut dans l'ensemble de la région Latino-américaine et des Caraïbes, Cuba apparaît comme étant l'un des pays les moins violents vis-à-vis de la population LGBTI<sup>36</sup>.

Les nombreuses avancées en faveur des droits des personnes LGBTI l'ont été en grande partie grâce à Mariela Castro<sup>37</sup>, fille de l'ex-président Raúl Castro<sup>38</sup> et fervente militante de la cause des minorités sexuelles et de genre. Elle dirige depuis plusieurs années le CENESEX.

Le guide de voyage *The Spartacus International Gay Guide* estime que si certains considèrent le soutien de la famille Castro à la cause des minorités sexuelles et de genre comme étant un instrument politique du régime, il n'en demeure pas moins que cette influence a eu des conséquences positives indéniables. En quelques décennies, Cuba est passé de l'oppression totale et la poursuite des homosexuels à l'acceptation dont ils bénéficient aujourd'hui<sup>39</sup>.

Lors d'une étude menée en 2011, l'ONG américaine Freedom House a constaté que les Cubains étaient assez progressistes sur les questions sociales telles que le divorce, l'homosexualité et l'avortement<sup>40</sup>. Les jeunes hétérosexuels qui ont répondu à l'enquête ont considéré l'homosexualité comme étant un choix de vie. La seule objection mentionnée a concerné la possibilité pour les couples homosexuels d'adopter des enfants. De manière

---

<sup>31</sup> Le Point, 10/10/2017, [url](#)

<sup>32</sup> VACQUIER Emma, 23/10/2018, [url](#)

<sup>33</sup> Cuba Direct, 27/06/2018, [url](#)

<sup>34</sup> BERTHIER Nancy, 10/05/2010, [url](#) ; Cuba Direct, 27/06/2018, [url](#) ; Gay Voyageur, 14/09/2019, [url](#)

<sup>35</sup> BBC News, 31/08/2010, [url](#) ; Les Incorruptibles, 02/09/2010, [url](#) ; Le Monde, 17/09/2018, [url](#) ; Euro News, 17/09/2018, [url](#) ; Le Point, 10/10/2017, [url](#)

<sup>36</sup> UK Foreign and Commonwealth Office, 12/03/2015, [url](#) ; Quirky Travel Guy, 07/10/2019, [url](#)

<sup>37</sup> France 24, 19/07/2019, [url](#)

<sup>38</sup> Raúl Castro a succédé à son frère Fidel Castro à la présidence de la République de février 2008 jusqu'au 19 avril 2018, date à laquelle il a été remplacé par Miguel Díaz-Canel. Il est le premier secrétaire du Parti communiste cubain (PCC).

<sup>39</sup> The Spartacus International Gay Guide, s.d., [url](#)

<sup>40</sup> Freedom House, 09/06/2011, [url](#)



générale, les Cubains âgés de moins de 30 ans ont semblé plus tolérants que les générations qui les ont précédés. Cette étude de Freedom House a révélé que les provinces les plus tolérantes vis-à-vis de l'homosexualité étaient La Havane, Pinar del Rio et Holguín<sup>41</sup>.

Les personnes transgenres sont généralement acceptées, bien que de façon différenciée selon les régions, car si ces dernières peuvent sortir librement dans les rues de La Havane, cela est moins vrai dans les villes de province<sup>42</sup>.

En ce qui concerne la question du mariage pour tous, les perceptions sociétales ont évolué de manière inégale à travers le temps. Pour autant, quelques mariages, symboliques ou légaux, ont été célébrés ces dernières années. Parmi eux, peuvent notamment être cités les suivants :

- Le 13 août 2011, jour du 85<sup>ème</sup> anniversaire de Fidel Castro, Wendy Iriepa, une femme transgenre qui a bénéficié en 2007 de l'une des premières opérations chirurgicales de réassignation sexuelle parrainée par l'État, a épousé Ignacio Estrada, un activiste des droits des homosexuels, reconnu à Cuba et malade du SIDA<sup>43</sup>.
- Le 9 mai 2015, à une semaine de la traditionnelle *Gay Pride* qui se déroule le 17 mai dans la capitale, Mariela Castro a conduit la marche annuelle contre l'homophobie et la transphobie dans les rues de la Havane. Au cours de ce défilé qui a réuni près d'un millier de personnes, des responsables religieux cubains et américains ont célébré le mariage symbolique de dizaines de couples gays et lesbiens<sup>44</sup>.
- Le 16 juillet 2019 s'est déroulé à la Havane le premier mariage entre deux personnes transgenres de l'histoire du pays. Ramsés, homme transgenre, et Dunia, femme transgenre, se sont mariés officiellement au Palais des mariages de la capitale. Toutefois, c'est le genre qui leur avait été assigné à la naissance qui a été enregistré sur le document officiel<sup>45</sup>.

D'après Mariela Castro, responsable du CENESEX : « Cet acte juridique n'enfreint pas ce qui est établi par les règles juridiques cubaines [car] il s'agit de deux personnes dont le genre reconnu légalement est féminin et masculin, même si cela n'est pas cohérent avec les identités de genre de Ramsés et Dunia<sup>46</sup> ».

S'agissant de l'adoption, un article publié en 2013 par l'agence de presse *Inter Press Service* a souligné que le droit à l'adoption était une revendication persistante des couples LGBTI, mais que leur demande se heurtait en permanence à de profonds préjugés et provoquait de nombreuses controverses<sup>47</sup>.

### 2.1.2. Position des personnalités politiques

En février 2008, le ministre de la Culture et membre du *Politburo* du PCC et du Conseil d'Etat, Abel Preito, a apporté officiellement son soutien au projet de loi visant à légaliser

---

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> Washington Blade, 20/05/2015, [url](#)

<sup>43</sup> BBC, 14/08/2011, [url](#)

<sup>44</sup> Pink News, 10/05/2015, [url](#) ; BBC News, 05/05/2015, [url](#)

<sup>45</sup> Têtu, 19/07/2019, [url](#) ; France 24, 19/07/2019, [url](#)

<sup>46</sup> France 24, 19/07/2019, [url](#) ; Têtu, 19/07/2019, [url](#)

<sup>47</sup> CISR, 11/10/2013, [url](#)

le mariage homosexuel : « Je pense que le mariage homosexuel peut parfaitement être approuvé et que cela ne provoquera pas de tremblement de terre à Cuba » a-t-il déclaré<sup>48</sup>.

Une décennie plus tard, en septembre 2018, lors d'une interview accordée à la chaîne télévisée vénézuélienne *Telesur*, le nouveau président Miguel Diaz-Canel s'est déclaré favorable au mariage pour tous, y compris à son inscription dans la nouvelle Constitution cubaine. Pour le président cubain : « Le fait de reconnaître le mariage entre les personnes, sans limitations, répond au problème d'éliminer tout type de discrimination dans la société<sup>49</sup> ».

Toutefois, cette posture progressiste du pouvoir politique s'est heurtée à l'opposition farouche des Eglises évangéliques<sup>50</sup> et de l'Eglise catholique<sup>51</sup>.

### 2.1.3. Position des personnalités religieuses

Selon une dépêche de l'Agence France Presse (AFP): « Les relations entre le gouvernement cubain et les églises, surtout catholique, ont connu des hauts et des bas depuis 1959, quand l'éducation religieuse privée avait été supprimée et de nombreuses propriétés du clergé confisquées. Depuis, dans cet Etat passé en 1992 d'athée à laïc, les liens se sont apaisés, notamment après la visite du pape Jean-Paul II en 1998<sup>52</sup> ».

Les résultats d'une enquête menée en janvier 2011 par *Freedom House* et rendus publics sous la forme d'une étude en juin de la même année ont montré qu'en termes de religion, les Cubains sont moins traditionnalistes que les autres Latino-Américains. De fait, 34% des personnes interrogées à ce sujet ont répondu que Dieu avait une place très importante dans leur vie personnelle. En comparaison, l'importance donnée à la religion a été affirmée par 92% des Brésiliens interrogés, comme 86% des Mexicains ou 90% des Vénézuéliens<sup>53</sup>.

Il est également ressorti de cette enquête (2011) que l'Eglise cubaine n'était pas perçue comme un catalyseur pour le changement, d'autant qu'elle n'exprimait pas de position dissidente et agissait le plus souvent avec l'aval du gouvernement<sup>54</sup>.

Les habitants de la province de Villa Clara (située dans le Centre-nord de l'île de Cuba) se sont distingués des habitants des autres régions par leur discours plus intolérant vis-à-vis des minorités sexuelles et de genre. La forte présence de l'Eglise catholique dans cette province pourrait en être l'explication<sup>55</sup>. Paradoxalement, c'est dans cette province qu'en novembre 2012, Adela Hernández, née José Agustín Hernández González, est devenue la première transgenre élue déléguée à l'Assemblée municipale du pouvoir populaire de la ville balnéaire de Caibarién<sup>56</sup>.

Certaines paroisses ou autres organisations religieuses ont joué un rôle progressiste en soutenant l'égalité des droits pour les personnes LGBTI, à l'instar du *Centro Memorial Martin Luther King Jr (CMMLK)*, une association œcuménique d'inspiration chrétienne, qui

---

<sup>48</sup> Pink News, 11/02/2008, [url](#)

<sup>49</sup> Le Monde, 17/09/2018, [url](#) ; Euro News, 17/09/2018, [url](#)

<sup>50</sup> Le Point (AFP), 25/09/2018, [url](#)

<sup>51</sup> Euro News, 17/09/2018, [url](#)

<sup>52</sup> Le Point (AFP), 25/09/2018, [url](#)

<sup>53</sup> Freedom House, 09/06/2011, [url](#)

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> Freedom House, [url](#)

<sup>56</sup> IACHR, 06/06/2013, [url](#)

dépend de l'Eglise baptiste et développe un programme spécifique pour l'acceptation de la diversité sexuelle<sup>57</sup>.

Dans un article publié sur le média américain *Vice*<sup>58</sup>, Rebecca Bodenheimer<sup>59</sup>, spécialiste de la culture cubaine, raconte l'évolution historique du fait religieux qui a connu ces dernières années un essor significatif, notamment en raison de l'insécurité économique et géopolitique de l'île :

« Avant la révolution de 1959, le pays était majoritairement catholique, une partie importante de la population noire et métisse pratiquant une ou plusieurs religions afro-cubaines. Mais une fois que Fidel Castro s'est aligné sur le communisme de style soviétique au début des années 1960, Cuba est officiellement devenue athée. La pratique religieuse a été marginalisée, voire criminalisée, et les membres du Parti communiste cubain ont été contraints de renoncer à leur foi. Lorsque l'Union soviétique, qui subventionnait l'économie cubaine, a chuté au début des années 1990, de nombreux Cubains se sont tournés vers la foi pour échapper à la crise économique dévastatrice. Cela a coïncidé avec un changement de position du régime castriste sur la religion : la formulation a été modifiée dans la Constitution de 1992, passant d'un pays "athée" à un pays "laïc", ce qui indique une plus grande tolérance officielle. Aujourd'hui, les religions de tous types sont en plein essor à Cuba. On estime que 7 à 10 % des Cubains sont protestants ou évangéliques. Le récent essor de l'évangélisme coïncide avec la menace d'une nouvelle crise économique, car la situation de Cuba est liée à celle du Venezuela ».

De fait, plusieurs Eglises cubaines ont réagi négativement au projet de loi visant à légaliser le mariage homosexuel. D'après l'AFP<sup>60</sup>, en 2018, les Eglises évangéliques se sont réunies à La Havane pour examiner la proposition de texte de réforme constitutionnelle. Les positions des différentes mouvances chrétiennes sont apparues majoritairement hostiles au mariage pour tous :

« L'Eglise catholique a déjà clairement exprimé son refus, qualifiant le mariage gay de "colonialisme idéologique" imposé par les pays riches. Le président de l'Association Convention baptiste de l'Ouest de Cuba, Dariel Llanes Quintana, est sur la même ligne: si la Constitution ouvre la porte au mariage homosexuel, alors les fidèles évangélistes - un million selon ses estimations, dans un pays de 11 millions d'habitants - voteront Non au référendum<sup>61</sup> ».

Rebecca Bodenheimer<sup>62</sup> souligne que, depuis que Cuba est devenu un Etat laïc, les Eglises évangéliques sont progressivement montées en puissance dans le pays grâce à l'appui financier et idéologique des Eglises évangéliques américaines :

« L'exemple le plus marquant à ce jour a été le contrecoup de l'article 68 [autorisant le mariage homosexuel], dans lequel les églises évangéliques ont effectivement fait pression sur le gouvernement cubain pour qu'il le retire du projet de Constitution. Les Eglises méthodistes, baptistes et pentecôtistes ont organisé une pétition contre cet article qui a recueilli 178 000 signatures. La campagne n'a pas seulement consisté en une organisation au sein des communautés ecclésiastiques, mais aussi en des actions de sensibilisation sous forme d'affiches et de visites de porte-à-porte au cours desquelles les membres des

---

<sup>57</sup> Centro Memorial Martin Luther King Jr. (CMMLK), [url](#)

<sup>58</sup> *Vice*, 19/08/2019, [url](#)

<sup>59</sup> Rebecca Bodenheimer est Docteure en ethnomusicologie de l'Université de Berkeley, Californie, USA. Elle a rédigé plusieurs recherches sur la culture et la musique cubaines. Linked In, « Rebecca Bodenheimer, PhD », s.d., [url](#)

<sup>60</sup> Le Point (AFP), 25/09/2018, [url](#)

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> *Vice*, 19/08/2019, [url](#)

groupes ecclésiastiques [...] affirmaient que "le monde s'écroulerait si le mariage était redéfini comme n'étant pas [une union] entre un homme et une femme et à des fins de procréation"<sup>63</sup> ».

La contre-influence de la mouvance évangélique sur la politique progressiste en faveur des personnes LGBTI s'est également concrétisée en mai 2019 par l'interdiction de la marche des Fiertés. D'après l'un de ses organisateurs, la *Conga* (Marche des Fiertés) a été annulée pour « pour éviter les confrontations [de rue] avec les groupes chrétiens<sup>64</sup> ». D'après Rebecca Bodenheimer, des groupes de pression évangéliques continuent de se créer et de se consolider à travers le pays, notamment « Un groupe de sept églises évangéliques qui s'est séparé du Conseil des églises cubaines (CIC) et a créé son propre groupe dissident : "l'Alliance des églises évangéliques cubaines" [qui] se prépare à mener un nouveau combat contre l'égalité du mariage dans le cadre de la révision - prévue en 2020 - du Code de la famille<sup>65</sup> ».

#### 2.1.4. Violences et atteintes aux droits

Dès le début des années 1960, le régime castriste a cherché à « purifier » la société<sup>66</sup>. Étant considérées comme déviantes et contre-révolutionnaires, les personnes LGBTI sont devenues la cible de nouveaux traitements stigmatisants (par exemple, la police coupait les cheveux longs des garçons<sup>67</sup>, etc.) et de persécutions : « La révolution de 1959 a signé le début d'une chasse aux contre-révolutionnaires, donc aux homosexuels, perçus comme produits de la société capitaliste et "agents de l'impérialisme"<sup>68</sup> ». Nombre de personnes LGBTI ont été remises à des psychothérapeutes afin qu'ils les « convertissent » à l'hétérosexualité<sup>69</sup>.

En 1962, des homosexuels, des prostituées et des proxénètes ont été massivement arrêtés<sup>70</sup>. Selon l'association de défense des droits des personnes LGBTI ADHEOS : « Les hommes gays étaient systématiquement envoyés en prison sans inculpation ni jugement de la part de l'État<sup>71</sup> ».

En 1964, les premières unités militaires d'aide à la production (*Unidades Militares de Ayuda a la Producción, UMAP*), qui étaient des camps de travail militarisés, ont commencé à faire leur apparition. Pour le sociologue Vincent Bloch, « Au nom d'une moralité confuse et incertaine, les hippies, les homosexuels, les témoins de Jéhovah, les artistes idéologiquement diversionnistes sont envoyés dans les Umap<sup>72</sup> ».

De 1964-65 à 1967-68<sup>73</sup>, de nombreuses personnes accusées d'être homosexuelles ont été envoyées dans des UMAP dans le but de les rééduquer et de les transformer en hétérosexuels<sup>74</sup>. Il a été estimé que près de 200 camps de ce genre ont existé à Cuba jusqu'à leur abolition en 1968<sup>75</sup> » et qu'entre 25 000 à 30 000 prisonniers y ont séjournés<sup>76</sup>. Par ailleurs, d'après Géraldine Morel, « [Au cours de] la deuxième moitié des

---

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> Le Point, 10/10/2017, [url](#)

<sup>67</sup> Le Point, 10/10/2017, [url](#)

<sup>68</sup> Les Incorruptibles, 02/09/2010, [url](#)

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> Le Point, 10/10/2017, [url](#)

<sup>71</sup> ADHEOS, 28/11/2016, [url](#)

<sup>72</sup> Le Point, 10/10/2017, [url](#)

<sup>73</sup> La date exacte de fermeture des UMAP varie selon les sources.

<sup>74</sup> Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, [url](#) ; Les Incorruptibles, 02/09/2010, [url](#) ; VACQUIER E., 23/10/2018, [url](#) ; Lundi Matin, 24/05/2020, [url](#)

<sup>75</sup> ADHEOS, 28/11/2016, [url](#)

<sup>76</sup> Le Point, 10/10/2017, [url](#) ; Lundi Matin, 24/05/2020, [url](#)

années soixante, les purges d'homosexuels de la vie artistique et académique cubaines étaient courantes [...]. En 1971, le Congrès d'éducation et de culture [...] a prescrit un licenciement immédiat [des homosexuels] en raison de la mauvaise influence qu'ils avaient sur la jeunesse<sup>77</sup> ».

Plusieurs sources ont indiqué que l'on pouvait lire à l'entrée des camps l'inscription : « Le travail vous rendra homme<sup>78</sup> ». Après la fermeture de ces camps, les personnes homosexuelles ont continué d'être discriminées, leurs cartes d'identité mentionnaient les raisons de leur incarcération, ce qui les écartait du marché du travail, et nombre d'entre-elles se sont vues interdites d'adhésion au PCC<sup>79</sup>. Jusque dans les années 1980, des rassemblements de masse dénonçant l'homosexualité ont été organisés par le régime<sup>80</sup>.

Aujourd'hui, les droits des minorités sexuelles et de genre ont beaucoup progressé. Toutefois, si leurs intérêts politiques sont représentés, c'est uniquement avec l'aval du PCC<sup>81</sup>.

**En termes d'accès à l'emploi ou au logement**, en 2013, selon l'association *Red de Lesbianas Ateneas*, la violence familiale et l'accès limité au logement ou à l'emploi ont surtout touché les lesbiennes<sup>82</sup>.

Dans son rapport portant sur l'année 2019, le département d'Etat américain a estimé que des discriminations dans le domaine du travail ont continué de concerner les populations d'ascendance afro-cubaine et les minorités sexuelles et de genre<sup>83</sup>.

**La situation des personnes trans est plus difficile**. Comme l'a indiqué Leodan Suarez Quiñones, un homme transgenre engagé, de nombreux trans sont obligés de se prostituer la nuit parce qu'ils ont des difficultés à trouver du travail et ne reçoivent pas d'aide financière du gouvernement. **Les forces de sécurité ont utilisé la prostitution de certains pour harceler et accuser l'ensemble des personnes trans**<sup>84</sup>.

En ce qui concerne les violences homophobes, Cuba demeure globalement un pays plus sûr et moins violent comparativement à ses voisins latino-caraïbéens<sup>85</sup>. D'après le *think tank* allemand *Bertelsmann Stiftung* : « Cuba reste un pays à faible criminalité et les crimes violents sont rares. Par conséquent, le droit à la vie et à la sécurité est bien mieux protégé à Cuba que dans la plupart des autres pays de l'hémisphère<sup>86</sup> ».

Néanmoins, en 2014, la Commission interaméricaine pour les droits de l'Homme (IACHR) a estimé que de nombreux cas de violence à l'encontre des personnes LGBTI n'étaient pas signalés, car les victimes se méfiaient des autorités policières et judiciaires, et, par crainte de représailles, ne souhaitaient pas être identifiées comme personnes LGBTI<sup>87</sup>.

En 2015, Roberto Garcés Marrero<sup>88</sup>, doctorant en anthropologie, a publié une étude sur l'homophobie et ses manifestations concrètes sur la base des témoignages recueillis auprès de personnes LGBTI liées au réseau du CENESEX. Les réponses ont révélé que sur les 160

---

<sup>77</sup> MOREL Géraldine, 2013, [url](#)

<sup>78</sup> Pink News, 11/01/2008, [url](#) ; Le Point, 10/10/2017, [url](#)

<sup>79</sup> ADHEOS, 28/11/2016, [url](#)

<sup>80</sup> BBC News, 27/03/2008, [url](#)

<sup>81</sup> Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

<sup>82</sup> CISR, 11/10/2013, [url](#)

<sup>83</sup> USDOS, 11/03/2020, [url](#)

<sup>84</sup> Washington Blade, 20/05/2015, [url](#)

<sup>85</sup> Cuba Direct, 27/06/2018, [url](#)

<sup>86</sup> Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, [url](#)

<sup>87</sup> IACHR, 17/12/2014, [url](#)

<sup>88</sup> Roberto Garcés Marrero est doctorant en anthropologie à l'Université Ibéro-américaine de Mexico (MEX), [url](#)

personnes interrogées, plus de 88% ont été témoins et victimes d'actes homophobes (insultes, moqueries, violence physique, exclusion, etc.), et ce, particulièrement dans l'Ouest du pays. L'auteur précise toutefois, qu'en raison de l'échantillon réduit de personnes interrogées, les résultats de cette étude n'ont qu'une portée indicative, sans possibilité à ce stade, de généralisations<sup>89</sup>.

L'un des cas emblématiques de violence homophobe s'est produit en avril 2015, lorsque Diosvany Munoz Robaina, une travailleuse du sexe transgenre connue sous le nom de *La Eterna* ou *La Invicta*, a été lapidée par un groupe de six adolescents à Pinar del Rio (à l'Ouest du pays). Elle est décédée à l'hôpital des suites de ses blessures. Les autorités et les médias ont estimé dans un premier temps qu'il s'agissait d'un crime passionnel<sup>90</sup>. Le journal *14ymedio* a rappelé qu'il s'agissait là d'un cas sans précédent, contrairement au harcèlement verbal et physique dans les rues ou au travail, un phénomène qui reste fréquent<sup>91</sup>.

Plus récemment, en 2018, dans une interview accordée au quotidien espagnol *El País*, le militant LGBTI Isabel Torres a déploré la persistance d'attitudes homophobes, particulièrement dans les campagnes : « Il y a beaucoup d'homophobie, en particulier de transphobie. Au sein de la police et de l'armée, cette homophobie s'exprime de façon terrible. A l'école aussi. Les brimades homophobes sont très fréquentes et il n'y a aucun type de prévention<sup>92</sup> ».

## 2.2. Visibilité des minorités sexuelles et de genre

### 2.2.1. Lieux de rencontres

Les lieux de rencontres pour les personnes LGBTI restent encore assez discrets. Selon le voyageur Cuba Direct : « La société cubaine, [bien que globalement tolérante], demeure dans l'ensemble plutôt conservatrice et les manifestations publiques d'affection entre couples de même sexe sont rares<sup>93</sup> ».

*Gay Voyageur*, un guide en ligne pour les voyageurs gays, évoque « une scène gay encore timide » avec « peu de lieux exclusivement prévus pour les gays ». Selon la même source, Cuba attire beaucoup de touristes homosexuels, surtout les villes les plus *gay-friendly* du pays : Santa-Clara et La Havane (notamment la discothèque *El Mejunje*)<sup>94</sup>. Il cite également Cayo Guillermo, une petite île située au nord de l'île principale, qui dispose du « premier hôtel gay de Cuba » avec sa plage *gay-friendly* à proximité<sup>95</sup>.

Pour le guide de voyage généraliste Triptipedia, la seule destination touristique qui accepte ouvertement les personnes LGBTI est la ville de Santa Clara qui accueille un carnaval annuel pour les gays et les personnes trans, et qui compte un hôtel *gay-friendly*<sup>96</sup>.

Sur son blog dénommé « Quirky Travel Guy », Scott Shetler, un écrivain américain indépendant, a fourni en 2019 des informations sur la vie gay à Cuba<sup>97</sup> :

« Bien que le pays ne dispose pas de bars gays "officiels", il existe des spectacles nocturnes gays occasionnels (notamment de *dragsters*) dans certains clubs, ainsi qu'un bar dénommé

---

<sup>89</sup> GARCES MARRERO Roberto, 2015, [url](#)

<sup>90</sup> Washington Blade, 20/05/2015, [url](#)

<sup>91</sup> 14Ymedio, 15/05/2015, [url](#)

<sup>92</sup> El País, 23/07/2018, [url](#)

<sup>93</sup> Cuba Direct, 27/06/2018, [url](#)

<sup>94</sup> Gay Voyageur, 23/07/2020, [url](#)

<sup>95</sup> Gay Voyageur, 14/09/2019, [url](#)

<sup>96</sup> Triptipedia, 29/01/2020, [url](#)

<sup>97</sup> Quirky Travel Guy, 07/10/2019, [url](#)

“Mixto” [rebaptisé XY], situé à proximité de Malecón, la promenade de front de mer de La Havane. Vedado, le quartier moderne et branché proche du centre-ville de la capitale, est aussi un lieu de rencontre populaire pour les homosexuels. Beaucoup de personnes LGBTI, notamment plusieurs couples de lesbiennes, se retrouvent sur une partie de Mi Cayito, une plage gay non-officielle située à l’Est de La Havane. »

Selon lui, les personnes des minorités sexuelles et de genre se rencontrent souvent « à l’ancienne », grâce au contact visuel. De fait, les applications dédiées aux personnes LGBTI pour les discussions (*chat*) ou les rencontres en ligne dotées de géolocalisation (telles que *Grindr* ou *Tinder*) ne sont pas disponibles<sup>98</sup>.

Actuellement, les services de données mobiles n’étant pas encore véritablement déployés dans le pays, la majorité des Cubains utilisent leurs téléphones portables uniquement pour passer des appels ou pour envoyer des SMS. Bien que le réseau WIFI soit encore limité, la connexion à Internet se développe peu à peu. La compagnie nationale de télécommunications ETECSA (*Empresa de Telecomunicaciones de Cuba S.A*) vend des cartes d’accès à Internet rechargeables permettant de se connecter à près d’un millier de points d’accès WIFI à travers le pays. L’auteur du blog indique ne pas avoir subi de restrictions particulières pour accéder aux médias d’informations américains ni aux réseaux sociaux tel que Facebook<sup>99</sup>.

En 2015, une militante de l’association indépendante pro-LGBTI *Proyecto Arcoiris* avait déploré le peu d’espaces existants permettant aux Cubains LGBTI de se réunir librement. Des événements spécifiques aux minorités sexuelles et de genre ont bien lieu dans des bars ou des clubs de La Havane, mais pour la plupart, ils sont gérés par le CENESEX ou les autorités<sup>100</sup>.

### 2.2.1. Associations

La loi de 1985 sur les associations garantit le droit constitutionnel à la liberté d’association. Toutefois, la mise en œuvre effective de cette législation est à nuancer, car s’il est vrai que de nouvelles associations peuvent être créées, elles doivent nécessairement s’aligner sur les directives gouvernementales. Dans le cas contraire, les autorités refusent généralement de les enregistrer<sup>101</sup>.

D’après *Freedom House*, au cours de ces dernières années, la quasi-totalité des détentions de courte durée pour motifs politiques ont visé des membres d’associations indépendantes, des groupes de réflexion, des groupes de défense des droits de l’Homme, des partis politiques ou des syndicats<sup>102</sup>. Selon la même source, les efforts militants des groupes LGBTI indépendants sont soit ignorés, soit activement réprimés<sup>103</sup>.

Selon l’historienne et anthropologue cubaine María-Ileana Faguaga Iglesias, depuis les années 1990, l’activisme a progressivement délaissé la capitale pour s’implanter dans l’arrière-pays. Il s’est également diversifié par l’implication croissante des personnes LGBTI, des femmes, et des minorités ethniques. **Le panorama national a évolué en devenant modérément plus favorable à l’activisme civique.** Les militants disposent aujourd’hui de ressources matérielles un peu plus modernes (ordinateurs, téléphones, bien

---

<sup>98</sup> *Ibid.*

<sup>99</sup> Quirky Travel Guy, 04/05/2020, [url](#) ; Quirky Travel Guy, 09/03/2020, [url](#)

<sup>100</sup> Washington Blade, 23/05/2015, [url](#)

<sup>101</sup> ILGA, 10/12/2019, p.73, [url](#) ; Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

<sup>102</sup> Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

<sup>103</sup> *Ibid.*

que limités) et parviennent plus aisément à se faire connaître et entendre à l'étranger. Il est également un peu plus facile d'obtenir des permis d'entrée et de sortie du pays<sup>104</sup>.

De nos jours, les plus grands regroupements de militants LGBTI du pays, bien que dépourvus de personnalité juridique, travaillent sous l'égide du CENESEX géré par l'État. Ces groupes disposent d'une autonomie relative pour définir leurs bases et leurs objectifs et certains sont même affiliés à ILGA<sup>105</sup>.

Grâce au développement progressif d'Internet dans le pays, plusieurs collectifs sont présents sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.). Toutefois, d'après Freedom House : « Seul un faible pourcentage de la population a accès à l'Internet global, par opposition à l'intranet national, contrôlé par le gouvernement. Les blogs et sites critiques sont souvent bloqués<sup>106</sup> ».

Le **Centre national pour l'éducation sexuelle** (*Centro Nacional de Educación Sexual, CENESEX*), principale association de défense des droits des minorités sexuelles et de genre, dépend du ministère de la Santé publique<sup>107</sup>. Il est dirigé depuis de nombreuses années par **Mariela Castro Espín**, la fille de l'ex-président Raúl Castro<sup>108</sup>. Mariela Castro est considérée comme le fer de lance de la cause des personnes LGBTI, qu'elle incarne officiellement lors de nombreux événements. Les manifestations pro-LGBTI ont, d'ailleurs été autorisées à partir de l'accession de son père à la présidence de la République en 2008<sup>109</sup>. En mai 2013, elle a reçu un prix américain pour son action en faveur des droits des personnes LGBTI (le *US Gay Rights Award*)<sup>110</sup>.

Le CENESEX se dit partisan de la non-violence et de la non-discrimination. Il agit en faveur de la promotion des droits des personnes LGBTI au niveau national et international (participation à des forums régionaux et internationaux). Le Centre finance tous les ans la campagne et les événements liés à la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. Il propose des services à l'intention des personnes LGBTI, tel que des consultations psychologiques<sup>111</sup>.

Le CENESEX appuie certains groupes de défense des droits des personnes LGBTI, comme **Las Isabelas**<sup>112</sup>, une organisation de lesbiennes et de bisexuelles<sup>113</sup>, ou encore **La red de mujeres lesbianas y bisexuales** (Réseau des femmes lesbiennes et bisexuelles). Ce réseau comporte plusieurs antennes provinciales, chacune portant sa propre dénomination, tel que « OREMI » à La Havane ou « SAFO » à Pinar del Río, etc. Sur son compte Facebook, le collectif précise qu'il se consacre « à renforcer l'autonomie des femmes lesbiennes, à promouvoir la santé sexuelle des femmes lesbiennes et bisexuelles et à fournir une formation sur des questions juridiques telles que le travail décent ». Ses militantes ont été formées par le CENESEX sur ces différentes questions, particulièrement en termes de sensibilisation à la santé sexuelle. Chaque groupe régional se réunit au moins une fois par mois pour organiser ses activités en cours et à venir<sup>114</sup>.

---

<sup>104</sup> FAGUAGUA IGLESIAS Maria-I., Juin-Décembre 2014, p. 265-269, [url](#)

<sup>105</sup> ILGA, 10/12/2019, p.73, [url](#)

<sup>106</sup> Freedom House, 04 /02/2019, [url](#)

<sup>107</sup> Facebook, 06/05/2020, [url](#)

<sup>108</sup> Raúl Castro a succédé à son frère Fidel Castro à la présidence de la République de février 2008 jusqu'au 19 avril 2018, date à laquelle il a été remplacé par Miguel Diaz-Canel. Il est le premier secrétaire du PCC.

<sup>109</sup> BBC News, 12/05/2013, [url](#)

<sup>110</sup> Gay Star News, 06/05/2013, [url](#)

<sup>111</sup> CISR, 11/10/2013, [url](#) ; USDOS, 25/06/2015, [url](#)

<sup>112</sup> Las Isabelas, [url](#)

<sup>113</sup> CISR, 11/10/2013, [url](#)

<sup>114</sup> Facebook, « Red de Mujeres Lesbianas y Bisexuales – CUBA », s.d., [url](#)



Les ONG pro-LGBTI indépendantes, non affiliées aux institutions gouvernementales officielles, sont confrontées aux critiques des autorités et du CENESEX<sup>115</sup>. Les associations ainsi visées par la répression tentent de faire savoir leur désapprobation concernant le monopole d'intervention du CENESEX, semblable à celui de tous les appareils du régime<sup>116</sup>. Juana Mora Cedeño, membre de l'association *Proyecto Arcoiris* a revendiqué le fait qu'« il n'y avait pas qu'un seul point de vue à Cuba »<sup>117</sup>.

**L'association *Proyecto Arcoiris***, située à La Havane, qui se présente sur son site web comme étant un collectif LGBTI indépendant, anticapitaliste, affirme vouloir mener une lutte absolue contre toutes les formes de discrimination<sup>118</sup>. L'association est également présente sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook<sup>119</sup>. Selon sa militante Juana Mora Cedeño : « Nous ne nous considérons pas vraiment comme des dissidents, mais nous sommes pourtant placés dans cette catégorie<sup>120</sup> ». Le 6 juillet 2015, des membres de l'association ont été arrêtés à l'aéroport de La Havane à leur retour de Colombie où ils avaient participé à un atelier de coopération sur les droits des personnes LGBTI<sup>121</sup>.

**Le collectif *Entre Diversidades***, qui dispose d'un site web<sup>122</sup> et d'un compte Facebook, se présente comme étant « un réseau de discussion et de socialisation sur des questions d'intérêts propres à la communauté LGBTI et un service inclusif pour traiter les questions non évoquées par le réseau national<sup>123</sup> ».

En 2020, à l'initiative d'une **plateforme militante dénommée « 11M »**, une campagne en faveur du « mariage pour tous » a été mise en place sur le réseau social *Twitter* avec un rappel militant tous les 11 de chaque mois. Le nom « 11M » fait référence au 11 mai 2019, date à laquelle des centaines de militants LGBTI et leurs supporters ont défilé sans autorisation à La Havane<sup>124</sup>.

### 2.2.2. Manifestations

En principe, les seules manifestations possibles sont celles organisées par les autorités pour la célébration de la révolution de 1959 ou celles visant à critiquer les États-Unis. Outre ces occasions, les défilés religieux sont autorisés ainsi que la parade annuelle de la *Gay Pride*<sup>125</sup> sous l'égide du CENESEX<sup>126</sup>.

Le 11 mai 2019, pour la première fois en douze ans d'existence, le traditionnel défilé de la *Gay Pride* a été annulé<sup>127</sup>.

D'après ILGA, le CENESEX a expliqué que des organisations étrangères projetaient d'utiliser *la Conga* pour s'opposer au gouvernement, mais plusieurs observateurs ont mis ce changement de programme inattendu sur le compte de l'influence croissante des Eglises catholique et évangéliques<sup>128</sup>.

---

<sup>115</sup> USDOS, 25/06/2015, [url](#)

<sup>116</sup> Washington Blade, 04/06/2015, [url](#)

<sup>117</sup> Washington Blade, 23/05/2015, [url](#)

<sup>118</sup> Proyecto Arcoiris, s.d., [url](#)

<sup>119</sup> Facebook, "Proyecto Arcoiris", s.d., [url](#)

<sup>120</sup> Washington Blade, 23/05/2015, [url](#)

<sup>121</sup> Washington Blade, 15/07/2015, [url](#)

<sup>122</sup> Entre Diversidades, site web, s.d., [url](#)

<sup>123</sup> Facebook, "Entre Diversidades", s.d. [url](#)

<sup>124</sup> Washington Blade, 28/06/2020, [url](#) ; Washington Blade, 14/07/2020, [url](#)

<sup>125</sup> La Gay Pride, ou marche des fiertés LGBTI, est aussi connue à Cuba sous le nom de « Conga cubana contra la Homofobia y la Transfobia », nom qui se réfère à l'origine aux tambours utilisés par les afrocubains.

<sup>126</sup> C News, 08/04/2019, [url](#) ; Sud-Ouest, 12/05/2019, [url](#)

<sup>127</sup> RFI, 16/05/2020, [url](#) ; France Info, 09/05/2019, [url](#)

<sup>128</sup> ILGA, 10/12/2019, p. 16, [url](#)

Pour autant, ce même 11 mai 2019, près d'un millier de militants, dont certains « formés et soutenus par le CENESEX dans le passé », ont bravé l'interdiction des autorités en organisant un défilé pacifique en faveur des droits des personnes LGBTI dans les rues de La Havane. Les forces de l'ordre sont intervenues peu après pour disperser les manifestants et ont procédé à l'arrestation d'au moins trois activistes<sup>129</sup>. Selon le département d'Etat américain, certains activistes ont continué de subir des intimidations durant les mois qui ont suivi, notamment Iliana Hernandez, Boris Gonzalez, Ariel Ruiz Urquiola, Oscar Casanella et Yasmany Sanchez<sup>130</sup>.

Cette manifestation citoyenne inédite, car indépendante du cadre gouvernemental habituel, est la deuxième à intervenir à la Havane après celle du 7 avril 2019 qui dénonçait la maltraitance animale<sup>131</sup>.

Maykel Gonzalez Vivero, journaliste indépendant et militant des droits des personnes LGBTI, a déclaré au correspondant de l'agence de presse *Reuters* qu'il s'agissait de :

« Un moment charnière pour la communauté LGBT mais aussi, plus globalement, pour la société civile cubaine. Les réseaux sociaux jouent leur rôle et la société civile a démontré qu'elle avait de la force et qu'elle pouvait sortir dans les rues, si nécessaire. À partir de maintenant, le gouvernement devra prendre cela en compte<sup>132</sup>».

### 3. L'attitude des autorités

#### 3.1. Protection des forces de l'ordre

Dans le cadre du système politique totalitaire dominé par le PCC, les opposants ou autres dissidents sont réprimés et souvent accusés d'être à la solde des Etats-Unis, et les citoyens ne disposent pas de nombreux droits civils et politiques fondamentaux, tels que notamment les libertés d'expression, de manifestation ou de réunion<sup>133</sup>.

En 2015, le Département d'Etat américain a indiqué que **les membres des forces de sécurité ont commis des violations des droits fondamentaux et civils**. La police a enfreint systématiquement et en toute impunité les règles procédurales. Les services de sécurité ont souvent omis ou refusé de fournir aux personnes concernées tous les documents et justificatifs prescrits par la loi, en particulier lors d'une détention arbitraire ou lors des fouilles<sup>134</sup>.

La même année, le *Foreign Office* britannique a observé qu'il n'y avait aucune limite de temps pour les détentions. De nombreux détenus ont été emprisonnés pendant des mois ou des années sans inculpation ni procès<sup>135</sup>. Il a également relevé que des personnes LGBTI, victimes de harcèlement et de discrimination, ont témoigné d'un manque de protection de la part des autorités<sup>136</sup>.

En 2020, le *think tank* allemand *Bertelsmann Stiftung* a souligné que le régime a plutôt recours à des « arrestations de courte durée [...] qui sont devenues la tactique d'intimidation habituelle du gouvernement à l'égard des dissidents, évitant ainsi les peines

---

<sup>129</sup> USDOS, 11/03/2020, [url](#) ; HRW, 14/01/2020, [url](#) ; Freedom House, 04/03/2020, [url](#) ; Sud-Ouest, 12/05/2019, [url](#)

<sup>130</sup> USDOS, 11/03/2020, [url](#)

<sup>131</sup> C News, 08/04/2019, [url](#) ; Sud-Ouest, 12/05/2019, [url](#)

<sup>132</sup> Sud-Ouest, 12/05/2019, [url](#)

<sup>133</sup> UK Foreign and Commonwealth Office, 12/03/2015, [url](#) ; Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, [url](#) ; USDOS, 11/03/2020, [url](#) ; HRW, 14/01/2020, [url](#) ; Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

<sup>134</sup> USDOS, 25/06/2015, [url](#)

<sup>135</sup> UK Foreign and Commonwealth Office, 12/03/2015, [url](#)

<sup>136</sup> *Ibid.*

de prison de longue durée, qui tendent à attirer davantage l'attention des médias internationaux. [Toutefois], la protection des citoyens contre les arrestations arbitraires demeure sérieusement déficiente. Pour autant, lorsque l'État réprime, il n'outrepasse pas le respect de la vie. Les opposants politiques ne craignent pas les assassinats ou les "disparitions". Les conditions carcérales sont dures, mais il n'y a pas de preuve de torture systématique<sup>137</sup> ».

L'un des principaux cas de violence policière à l'encontre de personnes LGBTI mentionné dernièrement par les médias et les associations est celui de l'artiste dissident havanais Luis Manuel Otero Alcántara. Ce dernier a été arrêté en mars 2020 pour avoir annoncé sur *Facebook* son intention de participer à une réunion de militants LGBTI dénonçant la censure d'un film contenant une scène de baiser entre deux hommes. Il a été libéré le 14 mars 2020 par les autorités<sup>138</sup>.

Le CENESEX continue d'offrir une formation aux policiers pour leur permettre de mieux comprendre les personnes LGBTI et les aider à intervenir lorsque des crimes haineux ou des actes de violence familiale sont commis à l'encontre de celles-ci<sup>139</sup>.

### 3.2. Accès à la justice et application des lois

Le pouvoir judiciaire manque d'indépendance. Plusieurs organismes nationaux, intergouvernementaux ainsi que des ONG internationales déplorent le manque d'impartialité dans l'administration de la justice - en particulier à l'encontre des militants et des opposants au régime – mais également à l'encontre de personnes qui ont cherché à se faire représenter par des avocats indépendants. L'accès à ces derniers étant limité, les Cubains qui parviennent à obtenir des conseils juridiques indépendants sont souvent harcelés par les services de sécurité<sup>140</sup>.

En 2015, le département d'Etat américain a souligné qu'il était possible de faire appel auprès des tribunaux civils pour contester des décisions administratives. Toutefois, les avocats ont déploré plusieurs lacunes procédurales et bureaucratiques qui retardaient ou compromettaient le traitement des recours et leur effectivité. Selon la même source, les recours relatifs à des violations des droits de l'Homme ont encore moins de chance d'aboutir<sup>141</sup>. Le CENESEX continue d'organiser des ateliers de sensibilisation à destination des avocats et des juges portant sur la façon d'appliquer la loi en cas de violation des droits des personnes LGBTI<sup>142</sup>.

---

<sup>137</sup> Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, [url](#)

<sup>138</sup> AI, 13/03/2020, [url](#)

<sup>139</sup> CISR, 11/10/2013, [url](#)

<sup>140</sup> UK Foreign and Commonwealth Office, 12/03/2015, [url](#) ; IACHR, 24/02/2020, p. 105, [url](#); USDOS, 11/03/2020, [url](#) ; HRW, 14/01/2020, [url](#) ; Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

<sup>141</sup> USDOS, 25/06/2015, [url](#)

<sup>142</sup> CISR, 11/10/2013, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en juin et juillet 2020

### Organisations intergouvernementales

Inter-American Commission on Human Rights (IACHR), "Annual Report of the Inter-American Commission on Human Rights 2019", [Volume II; Annual Report of the Office of the Special Rapporteur for Freedom of Expression], 24/02/2020, <http://www.oas.org/en/iachr/docs/annual/2019/docs/IA2019RELE-en.pdf>

ONU, Assemblée générale, Conseil des droits de l'Homme, Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : « Résumé des communications des parties prenantes concernant Cuba », [A/HRC/WG.6/30/CUB/3], 09/03/2018, <https://undocs.org/fr/A/HRC/WG.6/30/CUB/3>

ONU, Assemblée générale, Conseil des droits de l'Homme, « Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'Homme 32/2 : Protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre » [A/HRC/RES/32/2], 30/06/2016, [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/HRC/RES/32/2&referer=http://www.ohchr.org/EN/Issues/Discrimination/Pages/LGBTUNResolutions.aspx&Lang=F](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/HRC/RES/32/2&referer=http://www.ohchr.org/EN/Issues/Discrimination/Pages/LGBTUNResolutions.aspx&Lang=F)

Inter-American Commission on Human Rights (IACHR), "An overview of violence against LGBTI persons / A registry documenting acts of violence between January 1, 2013 and March 31", 17/12/2014, 6 p., <http://www.oas.org/en/iachr/lgtbi/docs/Annex-Registry-Violence-LGBTI.pdf>

ONU, Assemblée générale, Conseil des droits de l'Homme, « Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'Homme 27/32 : Droits de l'Homme, orientation sexuelle et identité de genre » [A/HRC/RES/27/32], 26/09/2014, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G14/177/33/PDF/G1417733.pdf?OpenElement>

Inter-American Commission on Human Rights (IACHR), "Annual Report of the Inter-American Commission on Human Rights 2012", 06/06/2013, 438 p., <http://www.refworld.org/docid/51ff6e384.html>

ONU, Assemblée générale, Conseil des droits de l'Homme, « Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'Homme 17/19, Droits de l'homme, orientation sexuelle et identité de genre » [A/HRC/RES/17/19], 17/06/2011, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G11/148/77/PDF/G1114877.pdf?OpenElement>

ONU, Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (OHCHR), « Base de données relative aux organes conventionnels de l'ONU : Cuba : statut de ratification par pays ou par traité », s.d., [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=FR](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=FR)

### Institutions nationales

Etats Unis, US Department of State (USDOS), "2019 Country Reports on Human Rights Practices: Cuba", 11/03/2020, <https://www.state.gov/reports/2019-country-reports-on-human-rights-practices/cuba/>

Etats-Unis, United States Commission on International Religious Freedom (USCIRF), "Cuba recommended for special watch list", Annual Report 2020, 10/03/2020, <https://www.uscirf.gov/sites/default/files/Cuba.pdf>

Etats-Unis, United States Department of State (USDOS), " 2014 Country Reports on Human Rights Practices – Cuba", 25/06/2015, <http://www.refworld.org/docid/559bd57312.html>

Royaume-Uni (UK), Foreign and Commonwealth Office, "Human Rights and Democracy Report – Cuba", 12/03/2015, <http://www.refworld.org/docid/551a530088.html>

Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), « Cuba : information sur le traitement réservé aux minorités sexuelles, en particulier les lesbiennes, y compris la protection de l'État ; information sur l'attitude de la société et du milieu judiciaire lorsqu'il est question de la garde d'un enfant (2012-octobre 2013) », 11/10/2013, <http://www.refworld.org/docid/538c28774.html>

## Organisations non gouvernementales

Amnesty International (AI), "Artist Opposing Censorship Arrested: Luis Manuel Otero Alcántara"; First UA: 33/20 [AMR 25/1985/2020], 13/03/2020, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2026482/AMR2519852020ENGLISH.pdf>

Freedom House, "Freedom in the World 2020 – Cuba", 04/03/2020, <https://freedomhouse.org/country/cuba/freedom-world/2020>

Human Rights Watch (HRW), "World Report 2020 – Cuba", 14/01/2020, <https://www.ecoi.net/en/document/2022691.html>

International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), "State-Sponsored Homophobia; Global Legislation Overview Update", 10/12/2019, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2024532/ILGA\\_World\\_State\\_Sponsored\\_Homophobia\\_report\\_global\\_legislation\\_overview\\_update\\_December\\_2019.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2024532/ILGA_World_State_Sponsored_Homophobia_report_global_legislation_overview_update_December_2019.pdf)

Freedom House, « Freedom in the World 2019 – Cuba », 04 /02/2019, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/cuba>

Association nationale d'Aide, de Défense Homosexuelle, pour l'Egalité des Orientations Sexuelles (ADHEOS), « Mort de Fidel Castro. Le régime castriste a persécuté les gays pendant des décennies », 28/11/2016, <http://www.adheos.org/ActualiteModule,103,fr/mort-de-fidel-castro-le-regime-castriste-a-persecute-les-gays-pendant-des-decennies,236,fr.html?id=4762>

Association Internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes (ILGA), "State-sponsored homophobia / A world survey of laws: Criminalisation, protection and recognition of same-sex love", 10/2015, 129 p., [https://ilga.org/downloads/ILGA\\_State\\_Sponsored\\_Homophobia\\_2015.pdf](https://ilga.org/downloads/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2015.pdf)

Freedom House, "Real change for Cuba? How citizens view their country's future?", 09/06/2011, 39 p., <https://freedomhouse.org/sites/default/files/resources/RealChangeForCuba.pdf>

Association nationale d'Aide, de Défense Homosexuelle, pour l'Égalité des Orientations Sexuelles (ADHEOS), « Cuba : 700 homos sont en prison "pour la simple raison qu'ils sont gays" », 11/05/2010,

<http://www.adheos.org/ActualiteModule,103.fr/cuba-700-homos-sont-en-prison-pour-la-simple-raison-qu-ils-sont-gays,236.fr.html?id=617>

Entre Diversidades, [Réseau d'information LGBTI], site web,

[https://entrediversidades.nat.cu/?fbclid=IwAR1wavI2WPSKi68wyRCyqBycjqlbwwyado9lpzgD22yd6So\\_HItPeJIn138](https://entrediversidades.nat.cu/?fbclid=IwAR1wavI2WPSKi68wyRCyqBycjqlbwwyado9lpzgD22yd6So_HItPeJIn138)

Proyecto Arcoiris, "Qué es el Proyecto Arcoiris", s.d.

<https://proyectoarcoiris.wordpress.com/about/>

Las Isabelas, site web officiel, <https://lasisabelas.wordpress.com/>

### Think tanks, universités et centres de recherches

Bertelsmann Stiftung, [Transformation Index of the Bertelsmann Stiftung, BTI] "BTI 2020 Country Report Cuba", 29/04/2020,

[https://www.bti-project.org/content/en/downloads/reports/country\\_report\\_2020\\_CUB.pdf](https://www.bti-project.org/content/en/downloads/reports/country_report_2020_CUB.pdf)

VACQUIER Emma, « L'homosexualité à Cuba : de la stigmatisation à la constitutionnalisation », Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke (province de Québec, Canada), 23/10/2018,

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse?codeAnalyse=2499>

GARCÉS MARRERO Roberto, « Homofobia : diagnóstico preliminar de un tema pendiente », in Revista Sexología y Sociedad, 2015, vol. 21, n°1, p. 31-48,

[https://www.researchgate.net/publication/328759569\\_Homofobia\\_en\\_Cuba\\_diagnostico\\_preliminar\\_de\\_un\\_tema\\_pendiente](https://www.researchgate.net/publication/328759569_Homofobia_en_Cuba_diagnostico_preliminar_de_un_tema_pendiente)

FAGUAGUA IGLESIAS Maria-I., "The particularities in Cuba are not always identified nor understood by human rights activists from other countries", in – International Journal on Human Rights, –06-12/2014, vol. 11, n°20, p. 265-269,

[http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=2553337](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2553337)

CASTRO ESPIN Mariela, « La Educación Sexual como Política de Estado en Cuba desde 1959 », in Revista Sexología y Sociedad, vol.17, n°46, 2014, p.4-13,

<https://files.sld.cu/sexualidadiversidad/files/2011/06/la-educacion-sexual-como-politica-de-estado.pdf>

MOREL Géraldine, « Masculinité et relations de genre dans la société secrète abakuá », dans Ateliers d'anthropologie, n°38, 2013, <https://doi.org/10.4000/ateliers.9392>

BERTHIER Nancy, « Cinéma et récit d'apprentissage dans *Fresa y chocolate* (1993) de Tomás Gutiérrez Alea et Juan Carlos Tabío : repenser l'identité cubaine », dans Nuevo Mundo Mundos Nuevos, Questions du temps présent, 10/05/2010,

<http://journals.openedition.org/nuevomundo/59613>

« Le nouveau droit de la République de Cuba [compte-rendu] », dans Revue internationale de droit comparé, Vol. 28 N°2, 04-06/1976, p. 351-355,

[https://www.persee.fr/issue/ridc\\_0035-3337\\_1976\\_num\\_28\\_2](https://www.persee.fr/issue/ridc_0035-3337_1976_num_28_2)

## Médias

Washington Blade, « Cada 11, un tuitazo exige la igualdad LGBTQ en Cuba », 14/07/2020, <https://www.washingtonblade.com/2020/07/14/cada-11-un-tuitazo-exige-la-igualdad-lgbtq-en-cuba/>

Washington Blade, « Editorial : El Orgullo LGBTI+ y la lucha por el matrimonio igualitario en Cuba », 28/06/2020, <https://www.washingtonblade.com/2020/06/30/editorial-el-orgullo-lgbti-y-la-lucha-por-el-matrimonio-igualitario-en-cuba/>

Lundi Matin (hebdomadaire en ligne), « Une brève histoire de l'homosexualité à Cuba, de la Révolution à nos jours », 24/05/2020, <https://lundi.am/Une-breve-histoire-de-l-homosexualite-a-Cuba-de-la-Revolution-a-nos-jours>

Radio France Internationale (RFI), « À Cuba, les droits chancelants des personnes LGBT », 16/05/2020, <http://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20200516-a-cuba-les-droits-chancelants-personnes-lgbt>

La Presse (Canada), « Un Canadien condamné à 10 ans de prison à Cuba clame son innocence », 28/08/2019, <https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2019-08-28/un-canadien-condamne-a-10-ans-de-prison-a-cuba-clame-son-innocence>

Vice, "How American Evangelicals Helped Stop Same-Sex Marriage in Cuba", 19/08/2019, [https://www.vice.com/en\\_ca/article/qvg8pw/how-american-evangelicals-helped-stop-same-sex-marriage-in-cuba](https://www.vice.com/en_ca/article/qvg8pw/how-american-evangelicals-helped-stop-same-sex-marriage-in-cuba)

France 24 (source: Agence France Presse, AFP), "First transgender couple married in Cuba", 19/07/2019, <https://www.france24.com/en/20190719-first-transgender-couple-married-cuba>

Têtu, « Deux personnes trans' se marient à Cuba, une première sur l'île », 19/07/2019, <https://tetu.com/2019/07/19/deux-personnes-trans-se-marient-a-cuba-premiere/>

ADN Cuba, « Mariela Castro canta victoria: se casa una pareja transgénero en Cuba », 18/07/2019, <https://adncuba.com/noticias-de-cuba-derechos-humanos/lgbtiq/mariela-castro-canta-victoria-se-casa-una-pareja>

Sud-Ouest (source : Reuters), « Cuba. La communauté LGBT défie le gouvernement en paradant à La Havane », 12/05/2019, <https://www.ouest-france.fr/monde/cuba/cuba-la-communaute-lgbt-defie-le-gouvernement-en-paradant-la-havane-6346201>

France Info, « À Cuba, la Gay Pride interdite et le mariage pour tous repoussé à plus tard », 09/05/2019, [https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/a-cuba-la-gay-pride-interdite-et-le-mariage-pour-tous-repousse-a-plus-tard\\_3413343.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/a-cuba-la-gay-pride-interdite-et-le-mariage-pour-tous-repousse-a-plus-tard_3413343.html)

C News, « Une manifestation indépendante inédite à Cuba », 08/04/2019, <https://www.cnews.fr/monde/2019-04-08/une-manifestation-independante-inedite-cuba-828344>

Le Monde (source : AFP), « Cuba approuve massivement sa nouvelle Constitution », 26/02/2019, [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/26/cuba-approuve-massivement-sa-nouvelle-constitution\\_5428225\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/26/cuba-approuve-massivement-sa-nouvelle-constitution_5428225_3210.html)

The Telegraph, "Cuba decides to scrap same-sex marriage law in new constitution despite majority support", 19/12/2018, <https://www.telegraph.co.uk/news/2018/12/19/cuba-decides-scrap-same-sex-marriage-law-new-constitution-despite/>

Le Point (source : AFP), « A Cuba, les églises évangéliques vent debout contre le mariage gay », 25/09/2018, [https://www.lepoint.fr/monde/a-cuba-les-eglises-evangeliques-vent-debout-contre-le-mariage-gay-25-09-2018-2253992\\_24.php#](https://www.lepoint.fr/monde/a-cuba-les-eglises-evangeliques-vent-debout-contre-le-mariage-gay-25-09-2018-2253992_24.php#)

Euro News, « Plus de tabou à Cuba : le président dit "oui" au mariage homosexuel », 17/09/2018, <https://fr.euronews.com/2018/09/17/plus-de-tabou-a-cuba-le-president-dit-oui-au-mariage-homosexuel>

Le Monde (source : AFP), « Cuba : le président Diaz-Canel se dit favorable au mariage homosexuel », 17/09/2018, [https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/09/17/cuba-le-president-diaz-canel-se-dit-favorable-au-mariage-homosexuel\\_5356060\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/09/17/cuba-le-president-diaz-canel-se-dit-favorable-au-mariage-homosexuel_5356060_3222.html)

El País (English Edition), « After decades of homophobia, Cuba closer to allowing same-sex marriage », 23/07/2018, [https://english.elpais.com/elpais/2018/07/23/inenglish/1532348603\\_372863.html](https://english.elpais.com/elpais/2018/07/23/inenglish/1532348603_372863.html)

Le Point, « Homosexuels, hippies, dissidents... : quand Cuba se "purifiait" de ses "déchets" », 10/10/2017, [https://www.lepoint.fr/culture/homosexuels-hippies-dissidents-quand-cuba-se-purifiait-de-ses-dechets-09-10-2017-2163068\\_3.php#](https://www.lepoint.fr/culture/homosexuels-hippies-dissidents-quand-cuba-se-purifiait-de-ses-dechets-09-10-2017-2163068_3.php#)

Washington Blade, "Cuban LGBT advocates harassed at Havana airport", 15/07/2015, <https://www.washingtonblade.com/2015/07/15/cuban-lgbt-advocates-harassed-at-havana-airport/>

Washington Blade, "Snapshots from Cuba", 04/06/2015, <http://www.washingtonblade.com/2015/06/04/snapshots-from-cuba/>

Washington Blade, "Cuban LGBT advocate challenges Mariela Castro", 23/05/2015, <https://www.washingtonblade.com/2015/05/23/cuban-lgbt-advocate-challenges-mariela-castro/>

Washington Blade, "Cuban trans advocate: Government seeks to 'destroy us'", 20/05/2015, <https://www.washingtonblade.com/2015/05/20/cuban-trans-advocate-government-seeks-to-destroy-us/>

14Ymedio, « El trágico final de La Eterna », 15/05/2015, [https://www.14ymedio.com/reportajes/tragico-final-Eterna\\_0\\_1779422045.html](https://www.14ymedio.com/reportajes/tragico-final-Eterna_0_1779422045.html)

Pink News, "Castro's daughter holds unofficial same-sex weddings in Cuba", 10/05/2015, <https://www.pinknews.co.uk/2015/05/10/castros-daughter-holds-unofficial-same-sex-weddings-in-cuba/>

British Broadcasting Company (BBC) News, "Cuba to hold symbolic 'mass gay wedding'", 05/05/2015, <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-32602007>



Washington Blade, "Cuban LGBT advocate arrested for 'peaceful protest'", 10/06/2014, <https://www.washingtonblade.com/2014/06/10/cuban-lgbt-advocate-arrested-peaceful-protest/>

Inter Press Service, "Small and Large Steps towards Equality for Gays in Cuba", 20/05/2013, <http://www.ipsnews.net/2013/05/small-and-large-steps-towards-equality-for-gays-in-cuba/>

BBC News, "Cubans march against homophobia in Havana", 12/05/2013 <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-22497436>

Gay Star News, "Cuba president's daughter wins US gay rights award", 06/05/2013, <https://www.gaystarnews.com/article/cuba-president%E2%80%99s-daughter-wins-us-gay-rights-award060513/>

Advocate, "Cuban Trans Man Reportedly Dies in Police Custody", 15/09/2011, <https://www.advocate.com/news/daily-news/2011/09/15/cuban-trans-man-reportedly-dies-police-custody>

BBC, "Cuba gay man and transgender woman marry", 14/08/2011, <https://www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-14514240>

Les Incorruptibles, « Quand Castro envoyait les homosexuels dans des camps », 02/09/2010, <https://www.lesinrocks.com/2010/09/02/actualite/actualite/quand-cuba-envoyait-les-homosexuels-dans-des-camps/>

BBC News, "Fidel Castro takes blame for persecution of Cuban gays", 31/08/2010, <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-11147157>

Pink News, "Politburo member backs gay marriage in Cuba", 11/02/2008, <http://www.pinknews.co.uk/2008/02/11/politburo-member-backs-gay-marriage-in-cuba/>

Pink News, "Conference discusses Fidel's attitude to gay Cubans", 11/01/2008, <https://www.pinknews.co.uk/2008/01/11/conference-discusses-fidels-attitude-to-gay-cubans/>

## Blogs

Quirky Travel Guy [Blog de Scott Shetler, un écrivain indépendant], "The American's Guide to Visiting Havana: Answers to Frequently Asked Questions", 04/05/2020, <https://quirkytravelguy.com/americans-guide-visiting-havana-cuba/>

Quirky Travel Guy [Blog de Scott Shetler, un écrivain indépendant], "Wifi in Cuba: How to Get Internet Access in Havana and Other Cuban Cities", 09/03/2020, <https://quirkytravelguy.com/wifi-cuba-internet-access-havana/>

Quirky Travel Guy [Blog de Scott Shetler, un écrivain indépendant], "There's a Gay Beach in Havana! Discovering LGBT Life in Cuba", 07/10/2019, <https://quirkytravelguy.com/gay-beach-havana-lgbt-cuba/>

## Réseaux sociaux

Facebook, « Cenesex : « Ajuste al programa de las Jornadas Cubanas contra la Homofobia y la Transfobia en su duodécima edición », 06/05/2020, <https://www.facebook.com/notes/cenesex/ajuste-al-programa-de-las-jornadas-cubanas-contra-la-homofobia-y-la-%20transfobia-e/2318336911563706/>

Facebook, "Entre Diversidades", s.d., [https://www.facebook.com/pg/DiversidadesCU/about/?ref=page\\_internal](https://www.facebook.com/pg/DiversidadesCU/about/?ref=page_internal)

Facebook, "Proyecto Arcoiris", s.d., <https://www.facebook.com/ProyectoArcoiris/>

Facebook, « Red de Mujeres Lesbianas y Bisexuales – CUBA », s.d., [https://www.facebook.com/pg/RMLBCuba/about/?ref=page\\_internal](https://www.facebook.com/pg/RMLBCuba/about/?ref=page_internal)

## Autres sources

Gay Voyageur, « Cuba : destination plus gay friendly que jamais », 23/07/2020, <https://www.gayvoyageur.com/cuba/cuba-destination-gay/>

Triptipedia, "Homosexual Travelers in Cuba", 29/01/2020, <https://www.triptipedia.com/tip/cBCaPOQ/homosexual-travelers-in-cuba>

Gay Voyageur, « La scène gay de Cayo Guillermo », 14/09/2019, <https://www.gayvoyageur.com/cuba/guide-gay-cayo-guillermo/scene-gay-de-cayo-guillermo/>

Cuba Direct [Tour Operateur spécialisé sur Cuba], "Queer Cuba: The Ultimate Guide For LGBT+ Travelers", 27/06/2018, <https://www.cubadirect.co.uk/blog/queer-cuba-the-ultimate-guide-for-lgbt-travellers/>

The Spartacus International Gay Guide, "Gay Guide Caribbean – Cuba", s.d <https://spartacus.gayguide.travel/hotels/southamerica/caribbean-cuba>

Centro Memorial Martin Luther King Jr. (CMMLK), site web, <https://cmlk.org/>